

## À Gandrange, la noce est finie

by La Tribune - mardi, février 03, 2009

<http://correspondances.fr/arcelormittal-gandrange-la-noce-est-finie/>

**Un an après la visite de Nicolas Sarkozy sur le site d'ArcelorMittal, l'espoir a cédé la place à l'amertume.**

« *Vous n'êtes pas seuls, on ne [vous] laissera pas tomber.* » Le 4 février 2008, les ouvriers d'ArcelorMittal de Gandrange avaient applaudi de tout cœur à cette promesse de Nicolas Sarkozy, venu en personne rassurer le personnel sous le choc de l'annonce de 575 suppressions d'emplois à l'aciérie et au train à billettes (laminage de cylindres de métal) de l'usine mosellane.

Ce jour-là, Gandrange avait repris espoir. Les mauvais coucheurs n'avaient certes guère goûté la plaisanterie du président qui, marié depuis la veille, avait déclaré que « *Gandrange, il n'y a pas mieux comme voyage de noces* ». Certains sceptiques avaient aussi noté les réserves de Christine Lagarde, ministre de l'Économie, rappelant le soir même que l'intervention de l'État dans un groupe privé pouvait s'avérer délicate. Mais le message présidentiel promettait une expertise du site, garantissait des investissements dans l'outil de production et dans la formation des jeunes et martelait la confiance de l'État en l'industrie — autant d'engagements que la vallée de l'Orne ne pouvait mettre en doute.

### Des acteurs très déçus

Le 7 avril suivant, Nicolas Sarkozy reçut les représentants syndicaux de l'usine de Gandrange à l'Élysée.

Le président n'arrivait pourtant pas les mains vides. Ses échanges avec le dirigeant d'ArcelorMittal avaient débouché sur des engagements : 35 millions d'euros d'investissement à Gandrange pour créer 124 nouveaux emplois, création d'un centre de formation pour pérenniser le savoir-faire de la sidérurgie, instauration d'un fonds de 20 millions d'euros pour favoriser l'émergence de la recherche-développement dans la sidérurgie, pérennisation envisagée des deux hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange et, enfin, engagement conjoint d'ArcelorMittal et de Poweo dans une, voire deux centrales électriques dans les vallées de l'Orne et de la Fensch.

Depuis cette date, Nicolas Sarkozy n'a plus jamais évoqué Gandrange. Début janvier, Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, a admis qu'ArcelorMittal n'avait respecté que « *partiellement* » les engagements du printemps dernier. Présentée à la préfecture de Metz mi-janvier, le plan de revitalisation du sidérurgiste dans la vallée de l'Orne a déçu l'ensemble des acteurs. Les investissements sont revus à la baisse, le nombre de nouveaux emplois promis passe de 124 à 66, le budget affecté à la formation est réduit de moitié pour former non plus 120, mais 20 stagiaires par an et les projets de centrales de Poweo ont fait long feu.